En Tunisie aussi ils ont des droidelhommistes voulant l’invasion

écrit par Olivia Blanche | 27 avril 2023

Des migrants originaires d'Afrique subsaharienne secourus par la Garde nationale tunisienne - Copyright © africanews FETHI BELAID/AFP or licensors

Des migrants originaires d'Afrique subsaharienne secourus par la Garde nationale tunisienne - Copyright © africanews FETHI BELAID/AFP or licensors

Il est très drôle de voir les Tunisiens qui trouvent normal

de débarquer en Europe et surtout en France se retrouver de l'autre côté du manche. Traduisez « envahis » à leur tour.

Et naturellement ils ont les mêmes immigrationnistes que chez nous. Les mêmes tarés gauchistes qui, au nom de prétendus droits de l'homme, voudraient permettre le vieux jeu de l'ère préhistorique, le remplacement de population par la contrainte. Et les voilà qui, carrément, appellent au « métissage », je n'avais pas vu qu'ils osaient déjà chez nous.

Leur problème, aux gauchos, c'est que les Tunisiens ont eux aussi des « racistes », une méchante « extrême-droite » qui ne trouve pas normal de se faire envahir. Alors les gauchos de taper sur ces méchants, évidemment. Et de pétitionner, et de faire des déclarations, d'essayer de changer le regard des Tunisiens sur les migrants…Et naturellement, ils en appellent « aux lois internationales ». La preuve par 9 que la mondialisation est faite pour faire disparaître les peuples, les cultures, créer un gigantesque gloubi-boulga…

J'ai reçu cette pétition, je ne vous cache pas qu'il n'est pas pensable que je la signe, évidemment.

Non à l'incitation à la haine raciale en Tunisie

Nous sommes inquiets et alarmés par une extension brutale des discours racistes et d'incitation à la violence contre les noirs tunisiens et les migrants subsahariens en Tunisie.

Depuis quelques mois, un nouveau parti nationaliste tunisien, qui se réclame de la théorie complotiste du Grand Remplacement, mène en toute impunité une campagne de haine et d'exclusion, visant la présence des migrants africains dans le pays.

Cette propagande est relayée par des médias, des réseaux sociaux et des activistes, demandant l'abrogation de la loi organique n° 2018-5 relative à la lutte contre les

discriminations raciales et appelant à l'expulsion des « cohortes de migrants africains qui constituent une menace à l'identité ethnique et culturelle de la Tunisie.»

Ces menées de haine et de stigmatisation sont aux antipodes des valeurs humanistes nourries par une longue histoire d'accueil, de partages et de métissages.

Nous déplorons les déclarations officielles qui ont suivi la réunion du Conseil National de Sécurité, tenue à Carthage ce mardi 21 février.

Nous invitons les autorités gouvernementales tunisiennes à réviser leurs positions afin de les mettre en conformité avec les conventions internationales relatives à la protection des droits de l'homme et des migrants.

Nous appelons la Ligue tunisienne des droits de l'homme, le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, les syndicats et toutes les instances nationales et internationales militant pour la paix, la concorde et la fraternité à se mobiliser pour mettre fin au déchaînement de la violence et au mépris des droits humains.